

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201180]

6 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, articles 14, § 2, 2^o, et 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 20 novembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer, les mots "et de loyer" sont remplacés par les mots ", de loyer et d'installation".

Art. 2. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o Société : la société de logement de service public; »;

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o Administration : le Département du Logement de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie; »;

3^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« 7^o enfant à charge : la personne pour laquelle des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées à un membre du ménage demandeur ou l'enfant qui, sur présentation de preuve, est considéré à charge par le Gouvernement; »;

4^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8^o, les mots ", le début d'un séjour sous convention dans une structure d'hébergement collectif agréée par la Région wallonne, l'achat d'un logement salubre ou amélioré" sont insérés entre les mots "la prise en location," et les mots "ou le début d'une nouvelle période";

5^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9^o, les modifications suivantes sont apportées :

a) au a), les mots "ou temporaire" sont remplacés par les mots "et temporaire";

b) au c), les mots "occupait une résidence de vacance située dans une zone de loisirs" sont remplacés par les mots "résidait à titre principal dans un équipement à vocation touristique ou dans une habitation initialement destinée aux vacances";

6^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10^o, c), les mots "minimum de moyens d'existence" sont remplacés par les mots "revenu d'intégration sociale";

7^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 10^o, a), b) et c), ne peuvent pas détenir, à la date de la prise en location, un logement en pleine propriété ou en usufruit, sauf s'il s'agit d'un logement non amélioré ou inhabitable et, en cas de location ou d'occupation d'un logement géré ou mis en location par un opérateur immobilier, inadapté, ou dans des cas spécifiques. »;

8^o au paragraphe 1^{er}, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« A l'alinéa 1^{er}, 7^o, le membre du ménage ou l'enfant handicapé à charge est compté comme enfant à charge supplémentaire. »;

9^o au paragraphe 2, alinéa 2 :

- le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o Le Livre IV du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé; »;

- un 6 rédigé comme suit est inséré :

« les réglementations relatives aux matières visées aux points 1 à 5 applicables en Communauté germanophone »;

10^o au paragraphe 2, alinéa 2, 2, les mots "l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 1997 relatif aux conditions d'octroi de subventions pour le logement d'insertion et" sont abrogés et le 2 est complété par les mots "et de l'Habitat durable";

11° au paragraphe 2, alinéa 2, 4, les mots "l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993" sont remplacés par les mots "l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003".

Art. 3. Dans les articles 1^{er}, § 2, alinéa 3, et 8, § 6, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2003, les mots "centre public d'aide sociale" sont chaque fois remplacés par les mots "centre public d'action sociale".

Art. 4. Dans l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° au ménage en état de précarité ou à revenus modestes locataire d'un logement appartenant à une société et géré par elle ou d'un logement appartenant au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie qui, à l'initiative de celle-ci ou de celui-ci, quitte un logement sous-occupé pour prendre en location un logement non visé à l'article 1^{er}, 7° à 10°, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable; »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "au point 3° ci-dessus" sont remplacés par les mots "aux points 1° à 3°";

3° au paragraphe 2, les mots "de la même société" sont remplacés par les mots "d'une société";

4° il est inséré un paragraphe 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. Une aide de loyer est accordée aux conditions fixées par le présent arrêté, au ménage locataire qui quitte un logement non visé à l'article 1^{er}, 7° à 10°, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable pour lequel une indemnité de fin de bail est due, pour prendre en location un logement appartenant à une société à l'adresse duquel il demande son inscription dans les registres de population. »;

5° au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Une allocation d'installation est accordée aux conditions fixées par le présent arrêté, au ménage quittant une habitation qu'il occupe à titre de résidence principale, située soit dans une zone visée par l'arrêté du Gouvernement du 16 mai 2013 adoptant la cartographie des sites concernés par le plan Habitat permanent soit dans un équipement à vocation touristique situé sur le territoire d'une commune dont l'adhésion au Plan "habitat permanent" a été validée par le Gouvernement et qui, soit :

1° prend en location ou achète un logement salubre ou un logement améliorable qui devient salubre dans les six mois de son entrée dans les lieux, à l'adresse duquel il demande son inscription dans les registres de population;

2° débute un séjour sous convention dans une structure d'hébergement collectif agréée par la Région wallonne en vertu du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées, ou agréée par la Communauté germanophone en vertu du décret du 9 mai 1994 relatif à l'autorisation, à l'agrégation et à la subsidiation de structures d'accueil pour seniors. »

Art. 5. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, 1°, les mots "des articles 1^{er}, 17°, et 3, du Code wallon du Logement" sont remplacés par les mots "des articles 1^{er}, 17°, et 3bis du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable";

2° au paragraphe 2, le mot "professionnelle" est abrogé;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Un logement est considéré comme sous-occupé lorsque :

1° s'il appartient à une société, il comporte au moins une chambre excédentaire eu égard aux normes définies en exécution de l'article 94 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

2° s'il appartient au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, il comporte au moins une chambre excédentaire par rapport au nombre de chambres minimum en fonction de la composition du ménage qui l'occupe exigé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22°bis du Code wallon du Logement. »

Art. 6. Dans l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il peut être dérogé à la condition fixée à l'alinéa 1°, 1°, pour les mineurs d'au moins 16 ans encadrés par un service d'aide à la jeunesse agréé par la Communauté française ou la Communauté germanophone en application de la réglementation en la matière. »;

2° au paragraphe 4, 2°, les mots "Cette occupation est prouvée soit par son inscription au registre de la population ou au registre des étrangers, soit par une attestation de la commune ou du C.P.A.S." sont supprimés;

3° au paragraphe 4, 3°, les mots "ou de l'article 7 du Code du Logement" sont abrogés.

4° au paragraphe 4, le 3° est complété par les mots "A moins qu'il n'en cède la propriété à la commune ou à un tiers, le demandeur doit en outre s'engager à maintenir la parcelle libérée vierge de toute occupation ou à ne l'affecter qu'à du tourisme.";

5° le paragraphe 4, 4°, est supprimé.

Art. 7. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase "Elles sont uniquement accordées si la différence entre loyers s'élève à au moins 5 euros.";

2° au paragraphe 2, un alinéa 5 et un alinéa 6 rédigés comme suit sont insérés :

« Les allocations de loyer peuvent être cumulées avec les aides à la location de loyer octroyées en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2013 déterminant les conditions d'intervention de la Région dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une agence immobilière sociale ou par une association de promotion du logement et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2013 déterminant les conditions d'intervention de la Région dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une société de logement de service public. Les montants cumulés de l'allocation et de l'aide à la location ne peuvent toutefois pas dépasser 200 euros. L'allocation de loyer est diminuée le cas échéant du montant nécessaire.

Les allocations de loyer sont uniquement dues si le montant calculé en vertu de l'alinéa 4 atteint au moins 5 euros »;

3° il est inséré un paragraphe *2bis* rédigé comme suit :

« § *2bis*. Les allocations de loyer visées à l'article 2, § *2bis*, s'élèvent au montant de l'indemnité de rupture due en vertu des dispositions particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur contenues dans le Code civil, avec un maximum de 200 euros par mois dû, et sans pouvoir excéder le montant du loyer mensuel du logement quitté. »;

4° au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase "Elle est majorée de 5.000 euros pour les habitations situées dans les équipements repris en Phase 1 du Plan Habitat permanent autres que les caravanes, ayant une superficie occupable de plus de 35 m² à l'exclusion des remises, buanderies, débarras et annexes diverses."

Art. 8. Dans l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots "visées à l'article 2, §§ 1^{er} et 2" sont insérés entre les mots "allocations de loyer" et "sont octroyées";

2° au paragraphe 3, les mots "que les raisons du déménagement relèvent de la force majeure" sont remplacés par les mots "que le déménagement ait été signalé dans les trois mois de l'installation dans le nouveau logement".

Art. 9. L'article *7bis* du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2003, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour l'application de l'article 2, § 3, la demande est adressée à l'administration par l'intermédiaire de la commune ou du centre public d'action sociale de la commune sur laquelle est implanté l'équipement touristique visé à l'article 2, § 3, au moyen d'un formulaire délivré par l'un d'eux.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande d'allocation comporte en sus du formulaire complété :

1° un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur dans le nouveau logement;

2° l'identification précise du nouveau logement occupé accompagnée de la preuve de son occupation par acte de propriété, contrat de bail, quittances de loyer ou convention d'hébergement;

3° la preuve qu'une demande d'enquête de salubrité a été sollicitée auprès des autorités compétentes en la matière;

4° la preuve qu'une demande de confirmation de superficie de l'habitation quittée a été sollicitée auprès des autorités compétentes en la matière, si la demande porte sur une allocation avec majoration de 5.000 euros;

5° la preuve des revenus visés à l'article 4, § 4, 5°;

6° une attestation de l'organisme qui verse les allocations familiales ou leur équivalent si le ménage du demandeur déclare des enfants à charge;

7° si un membre du ménage du demandeur est reconnu handicapé, une attestation de handicap délivrée par le SPF Sécurité sociale.

§ 3. Sous peine d'irrecevabilité, la demande d'allocation est reçue par la commune ou le centre public d'action sociale au plus tard dans les deux mois de l'occupation du nouveau logement ou de l'admission dans une structure d'hébergement collectif agréée.

Un accusé de réception est délivré par la commune ou le centre public d'action sociale au plus tard dans les quinze jours qui suivent l'introduction de la demande. Il précise la liste des documents complémentaires à fournir pour que la demande soit complète. »

Art. 10. Dans l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. En ce qui concerne les allocations visées à l'article 2, §§ 1^{er} et 2, dans les trois mois de la date de l'envoi à l'administration de la demande complète et sous réserve de l'obtention du rapport de salubrité, l'administration informe le demandeur de la recevabilité de sa demande ou des motifs pour lesquels une décision d'octroi ne peut lui être délivrée.

En ce qui concerne l'allocation visée à l'article 2, § 3, dans les trois mois de la date de l'envoi à l'administration de la demande complète et sous réserve de l'obtention du rapport de salubrité établi par les autorités compétentes, l'administration informe la commune ou le centre public d'action sociale de la recevabilité de la demande ou des motifs pour lesquels elle n'est pas recevable. La commune ou le centre public d'action sociale ont alors trente jours pour notifier au demandeur l'octroi ou le rejet de sa demande.

Le défaut de notification au demandeur dans les délais visés aux alinéas 1^{er} et 2, est assimilé à un accord. »;

2^o le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. L'allocation visée à l'article 2, § 3, est liquidée au bénéficiaire par la commune ou le centre public d'action sociale qui a introduit la demande auprès de l'administration dans les huit jours de la notification au demandeur d'une décision d'octroi. »;

3^o au paragraphe 6, les mots « Le centre » sont remplacés par les mots "La commune ou le Centre" et les mots "des pièces justificatives visées à l'article 7bis, § 2, ainsi que" sont supprimés;

4^o le paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Le Ministre peut déterminer le montant et les modalités de l'indemnisation du centre public d'action sociale par l'intermédiaire duquel est introduite la demande d'allocation visée par l'article 2, § 3. Il peut aussi déterminer le montant et les modalités de l'indemnisation du centre public d'action sociale qui prend en charge l'accompagnement post-relogement d'un ménage relogé bénéficiaire de cette allocation. »

Art. 11. Dans l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1^o, les mots "ou si le logement pris en location n'est pas devenu salubre dans les six mois de cette prise en location, conformément à l'article 3, § 4, alinéa 2" sont abrogés;

2^o à l'alinéa 3, les mots "la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne" sont remplacés par les mots "le Département de la Trésorerie du Service public de Wallonie".

Art. 12. L'annexe du même arrêté est abrogée.

Art. 13. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201180]

6. FEBRUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 14 § 2 2^o und 24;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen;

Aufgrund des am 26. Juni 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. Juli 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 20. November 2013 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 2^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In dem Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen werden die Wörter "und Mietzulagen" durch die Wörter ", Miet- und Einzugszulagen" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 1 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1^o in § 1 Absatz 1 wird der Punkt 2^o durch Folgendes ersetzt:

«2^o Gesellschaft: die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes;»

2^o in § 1, Absatz 1 wird der Punkt 3^o durch Folgendes ersetzt:

«3^o Verwaltung: Die Abteilung Wohnungswesen der Operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie;»

3^o in § 1 Absatz 1 wird der Punkt 7^o durch Folgendes ersetzt:

«7^o unterhaltsberechtigtes Kind: die Person, für die einem Mitglied des antragstellenden Haushalts Kinderzulagen oder Waisengeld gewährt werden bzw. wird, oder das Kind, das auf Vorlage von Belegen von der Regierung als unterhaltsberechtigtes betrachtet wird.»

4° In § 1 Absatz 1 8° werden die Wörter „, des Anfangs eines vereinbarungsgebundenen Aufenthalts in einer von der Wallonischen Region zugelassenen kollektiven Beherbergungsstruktur, des Erwerbs einer gesunden oder verbesserungsfähigen Wohnung“ zwischen die Wörter „das global steuerpflichtige Einkommen des vorletzten Jahres vor dem Jahr der Anmietung“ und die Wörter abzw. des Anfangs einer neuen Gewährungsperiode von Mietzulagen, je nach Fall“ eingefügt;

5° In § 1 Absatz 1 9° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Punkt a) wird der Wortlaut „oder außergewöhnlich“ durch den Wortlaut „und außergewöhnlich“ ersetzt;

b) in Punkt c) wird der Wortlaut „eine in einem Freizeitgebiet gelegenen Ferienunterkunft bewohnte“ durch den Wortlaut „eine zu touristischen Zwecken bestimmte Anlage oder eine ursprünglich als Ferienwohnung bestimmte Wohnung als Hauptwohnhort hatte“;

6° in § 1; Absatz 1 10°, c) wird der Wortlaut „Existenzminimums“ durch den Wortlaut „sozialen Integrations-einkommens“ ersetzt;

7° in § 1 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

«Die in Absatz 1 10°, unter a), b), und c) erwähnten Personen dürfen am Tag der Anmietung weder Volleigentümer noch Nutznießer einer Wohnung sein, außer wenn diese Wohnung nicht verbesserungsfähig oder unbewohnbar ist, und, im Falle einer Vermietung oder Benutzung einer durch einen Immobilienvermittler verwalteten oder vermieteten Wohnung, unangepasst ist, oder in spezifischen Fällen;»

8° In § 1 wird ein Absatz 3 folgendem Wortlaut eingefügt:

«In Absatz 1 7° wird das Haushaltsmitglied oder das unterhaltberechtigte behinderte Kind wie ein zusätzliches unterhaltsberechtigtes Kind gezählt.»;

9° in § 2, Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- Der Punkt 1° wird durch das Folgende ersetzt:

«1° dem Wallonischen Gesetzbuch über die sozialen Maßnahmen und die Gesundheit;»;

- Es wird ein Punkt 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«den in der Deutschsprachigen Gemeinschaft anwendbaren Regelungsbestimmungen bezüglich der unter den Punkten 1 bis 5 erwähnten Angelegenheiten»;

10° in § 2 Absatz 2 2 wird der Wortlaut „dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 1997 über die Bedingungen zur Gewährung von Zuschüssen für Eingliederungswohnungen und“ aufgehoben und der Wortlaut „die Erlasse der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Artikel 31, 32, 56 und 57 des Wohngesetzbuches“ wird wie folgt ersetzt:

«den Erlassen der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Artikel 31, 32, 56 und 57 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse»;

11° in § 2 Absatz 2 4 wird der Wortlaut „dem Erlass der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 29. März 1993“ durch den Wortlaut „dem Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003“ ersetzt.

Art. 3 - In den Artikeln 1 § 2 Absatz 3 und 8 § 6 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2003 wird in der französischen Fassung jeweils der Wortlaut „centre public d'aide sociale“ durch den Wortlaut „centre public d'action sociale“ ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2003 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 Absatz 1 wird der Punkt 3° durch Folgendes ersetzt:

«3. dem Haushalt in prekären Verhältnissen oder mit geringem Einkommen, der eine Wohnung, die einer Wohnungsbaugesellschaft gehört und von ihr verwaltet wird, oder eine Wohnung, die dem „Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie“ (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) gehört, mietet, und der auf deren bzw. dessen Initiative aus einer unterbelegten Wohnung auszieht, um eine nicht in Artikel 1 7° bis 10° des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse genannte Wohnung in Miete zu nehmen;»;

2° In § 1 Absatz 2 wird der Wortlaut „unter dem oben stehenden Punkt 3°“ durch den Wortlaut „unter den oben stehenden Punkten 1° bis 3°“ ersetzt;

3° In § 2 wird der Wortlaut „derselben Gesellschaft“ durch den Wortlaut „einer Gesellschaft“ ersetzt.

4°. Es wird ein § 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2bis - Eine Mietzulage wird unter den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen dem Haushalt gewährt, der Mieter einer Wohnung ist, die nicht in Artikel 1 7° bis 10° des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnt ist, für die eine Entschädigung wegen Endes des Mietvertrags geschuldet ist, und aus dieser Wohnung auszieht, um eine Wohnung, die einer Gesellschaft gehört, und an welcher Anschrift er seine Eintragung in den Bevölkerungsregistern beantragt, in Miete zu nehmen.»;

5° in § 3 wird Absatz 1 durch das Folgende ersetzt:

«Eine Einzugszulage wird unter den durch vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen dem Haushalt gewährt, der aus einer Wohnung, die seinen Hauptwohnhort ist und die entweder in einem durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2013 zur Annahme des Kartenmaterials bezüglich der Gebiete, die von dem Plan „ständiger Wohnort“ betroffen sind, erwähnten Gebiet oder in einer zu touristischen Zwecken bestimmten Anlage auf dem Gebiet einer Gemeinde, dessen Teilnahme an dem Plan „ständiger Wohnort“ von der Regierung gebilligt wurde, gelegen ist, auszieht und entweder:

1° eine gesunde Wohnung oder eine verbesserungsfähige Wohnung, die innerhalb sechs Monaten nach seinem Einzug gesund wird, in Miete nimmt oder erwirbt, und an welcher Anschrift er seine Eintragung in den Bevölkerungsregistern beantragt;

2° einen vereinbarungsgebundenen Aufenthalt in einer aufgrund des Dekrets vom 5. Juni 1997 über Altenheime, betreute Wohnungen und Tagesaufnahmезentren für Betagte durch die Wallonische Region zugelassenen oder aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1994 bezüglich Genehmigung, Anerkennung und Subsidierung von Aufnahme-strukturen für Senioren durch die Deutschsprachigen Gemeinschaft zugelassenen kollektiven Beherbergungsstruktur beginnt.»

Art. 5 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 1° wird der Wortlaut "der Artikel 1, 17°, und 3 des Wohngesetzbuches" durch den Wortlaut "der Artikel 1°, 17° und 3^{bis} des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse" ersetzt;

2° in § 2 wird in der französischen Fassung das Wort "professionnelle" aufgehoben;

3° der § 3 wird 1 durch das Folgende ersetzt:

«§ 3 - Eine Wohnung gilt als unterbelegt, wenn:

1° sie einer Gesellschaft gehört und in Anbetracht der in Ausführung von Artikel 94 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse bestimmten Normen mindestens ein überschüssiges Schlafzimmer enthält;

2° sie dem "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" gehört, im Verhältnis zu der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1°, 19° bis 22°^{bis} des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Definitionen vorgeschriebenen Mindestanzahl Schlafzimmer unter Berücksichtigung der Zusammensetzung des sie bewohnenden Haushalts mindestens ein überschüssiges Schlafzimmer enthält.»

Art. 6 - In Artikel 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24 Oktober 2003 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

2. Paragraph 3 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Für die mindestens 16 Jahre alten Minderjährigen, die durch eine von der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Anwendung der einschlägigen Regelung zugelassene Hilfestelle für die Jugend betreut werden, kann von der in Absatz 1°, 1° festgelegten Bedingung abgewichen werden»;

2° in § 4 2° wird der Wortlaut "Der Nachweis dieser Bewohnung wird entweder durch die Anmeldung in das Bevölkerungs- oder Fremdenregister oder durch eine Bescheinigung der Gemeinde oder des öffentlichen Sozialhilfezentrums erbracht" gestrichen;

3° in Paragraph 4 3° wird der Wortlaut "oder von Artikel 7 des Wallonischen Wohngesetzbuches" aufgehoben.

4° in § 4 wird Punkt 3° mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: "Außer wenn er der Gemeinde oder einem Dritten das Eigentum der Parzelle abtritt, muss sich der Antragsteller außerdem verpflichten, die frei gewordene Parzelle frei von jeglicher Benutzung zu behalten oder sie nur zu touristischen Zwecken zu bestimmen."

5° § 4, 4° wird gestrichen.

Art. 7 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 2 wird Absatz 1 mit dem folgenden Satz ergänzt: "Sie werden nur dann gewährt, wenn der Unterschied zwischen den Mieten mindestens 5 Euro beträgt.";

2° in § 2 werden ein Absatz 5 und ein Absatz 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Mietzulagen dürfen mit den aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2013 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region an der Miete der durch eine Agentur für soziale Wohnungen oder eine Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens verwalteten oder gemieteten Wohnungen und aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2013 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region an der Miete der durch eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes verwalteten oder gemieteten Wohnungen gewährten Mietbeihilfen kumuliert werden. Die kumulierten Beträge der Mietzulage und der Mietbeihilfe dürfen jedoch 200 Euro nicht überschreiten. Gegebenenfalls wird die Mietzulage um den notwendigen Betrag gekürzt.

Die Mietzulagen werden nur dann geschuldet, wenn der aufgrund von Absatz 4 berechnete Betrag mindestens 5 Euro erreicht»;

3° Es wird ein § 2^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2^{bis} - Die in Artikel 2 § 2^{bis} erwähnten Mietzulagen belaufen sich auf den Betrag der aufgrund der besonderen Bestimmungen des Zivilgesetzbuches bezüglich der Mietverträge für den Hauptwohnsitz des Mieters geschuldeten Kündigungsentschädigung, mit einem Höchstbetrag von 200 Euro je geschuldeten Monat, und ohne den Betrag der monatlichen Miete der verlassenen Wohnung überschreiten zu dürfen.»;

4° in § 3 wird Absatz 1 mit dem folgenden Satz ergänzt: «Sie wird um 5.000 Euro erhöht für die Wohnungen, die in den in der Phase 1 des Planes "Ständiges Wohnort" aufgenommenen Anlagen gelegenen sind, die keine Campingwagen sind und eine bewohnbare Fläche von mehr als 35 m² haben, mit Ausnahme der Schuppen, Waschräume, Abstellräume und verschiedenen Anlagen.»

Art. 8 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird der Wortlaut "Die Mietzulagen" durch den Wortlaut "Die in Artikel 2, §§ 1 und 2 erwähnten Mietzulagen" ersetzt.

2° in § 3 wird der Wortlaut "dass der Wohnungswechsel wegen höherer Gewalt erfolgt" durch den Wortlaut "dass der Wohnungswechsel innerhalb von drei Monaten nach dem Einzug in die neue Wohnung gemeldet worden ist" ersetzt.

Art. 9 - Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 24. Oktober 2003, wird durch das Folgende ersetzt:

«§ 1 - Für die Anwendung von Artikel 2 § 3 wird der Antrag durch Vermittlung der Gemeinde oder des öffentlichen Sozialhilfezentrums der Gemeinde, in der die in Artikel 2, § 3 erwähnte touristische Anlage niedergelassen ist, anhand eines von der einen oder dem anderen ausgestellten Formulars an die Verwaltung gerichtet.

§ 2 - Damit der Antrag auf eine Zulage als vollständig betrachtet werden kann, muss er zusätzlich zu dem ausgefüllten Formular das Folgende enthalten:

1° ein Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers in der neuen Wohnung;

2° die genaue Identifizierung der neuen bewohnten Wohnung, zusammen mit dem Nachweis ihrer Bewohnung, der durch eine Eigentumsurkunde, einen Mietvertrag, Mietquittungen oder eine Beherbergungsvereinbarung erbracht wird;

3° der Nachweis, dass ein Antrag auf eine Untersuchung bezüglich der gesundheitlichen Zuträglichkeit bei den in diesem Bereich zuständigen Behörden eingereicht wurde;

4° der Nachweis, dass ein Antrag auf eine Bestätigung der Fläche der verlassenen Wohnung bei den in diesem Bereich zuständigen Behörden eingereicht wurde, wenn sich der Antrag auf eine Zulage mit Erhöhung um 5.000 Euro bezieht;

5° der Nachweis des in Artikel 4 § 4 5° erwähnten Einkommens;

6° eine Bescheinigung der Einrichtung, die die Kinderzulagen oder gleichwertige Zulagen zahlt, wenn der antragstellende Haushalt unterhaltsberechtigter Kinder anmeldet;

7° wenn ein Haushaltsmitglied als behindert anerkannt ist, eine vom Föderalen Öffentlichen Dienst Soziale Sicherheit erteilte Behinderungsbescheinigung.

§ 3 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit muss der Antrag auf eine Zulage spätestens innerhalb von zwei Monaten ab dem Einzug in die neue Wohnung oder ab der Zulassung in eine kollektive Beherbergungsstruktur bei der Gemeinde oder beim öffentlichen Sozialhilfzentrum eintreffen.

Eine Empfangsbescheinigung wird spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Einreichung des Antrags von der Gemeinde oder dem öffentlichen Sozialhilfzentrum ausgestellt. Diese gibt die Liste der beizubringenden ergänzenden Unterlagen, damit der Antrag vollständig ist.»

Art. 10 - In Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2003, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der § 1 wird 1 durch das Folgende ersetzt:

«§ 1 - Was die in Artikel 2 §§ 1 und 2 erwähnten Zulagen angeht, informiert die Verwaltung innerhalb drei Monaten nach dem Versand des vollständigen Antrags an die Verwaltung und unter Vorbehalt des Empfangs des Berichts über die gesundheitliche Zuträglichkeit den Antragsteller über die Zulässigkeit seines Antrags oder über die Gründe, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt werden kann.

Was die in Artikel 2, § 3 erwähnte Zulage angeht, informiert die Verwaltung innerhalb drei Monaten nach dem Versand des vollständigen Antrags an die Verwaltung und unter Vorbehalt des Empfangs des von den zuständigen Behörden erstellten Berichts über die gesundheitliche Zuträglichkeit die Gemeinde oder das öffentliche Sozialhilfzentrum über die Zulässigkeit des Antrags oder über die Gründe, aus denen dieser nicht zulässig ist. Die Gemeinde oder das öffentliche Sozialhilfzentrum haben dann dreißig Tage, um dem Antragsteller die Gewährung oder die Ablehnung seines Antrags amtlich mitzuteilen.

Eine fehlende Notifizierung innerhalb der in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Fristen gilt als Einverständnis.»;

2° der § 5 wird 1 durch das Folgende ersetzt:

«§ 5 - Die in Artikel 2 § 3 erwähnte Zulage wird dem Empfänger durch die Gemeinde oder das öffentliche Sozialhilfzentrum, die bzw. das den Antrag bei der Verwaltung eingereicht hat, innerhalb von acht Tagen nachdem dem Antragsteller ein Gewährungsbeschluss zugeteilt worden ist, ausgezahlt;»;

3° in § 6 wird der Wortlaut "Das Sozialhilfzentrum" durch den Wortlaut "Die Gemeinde oder das öffentliche Sozialhilfzentrum" ersetzt und der Wortlaut "zusammen mit den in Artikel 7bis § 2 erwähnten Beweisstücken, sowie Zahlungsbelege" durch den Wortlaut "zusammen mit den Zahlungsbelegen" ersetzt.

4° der § 7 wird 1 durch das Folgende ersetzt:

«§ 7 - Der Minister kann den Betrag und die Modalitäten für die Entschädigung des öffentlichen Sozialhilfzentrums bestimmen, durch dessen Vermittlung der in Artikel 2 § 3 erwähnte Antrag auf Zulagen eingereicht wird. Er kann ebenfalls den Betrag und die Modalitäten für die Entschädigung des öffentlichen Sozialhilfzentrums bestimmen, das die Betreuung nach der Wiederunterbringung eines untergebrachten Haushalts, der Empfänger dieser Zulage ist; übernimmt».

Art. 11 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° wird der Wortlaut "oder wenn die gemietete Wohnung nicht innerhalb sechs Monaten nach der Anmietung gemäß Artikel 1° § 4 Absatz 2° gesund geworden ist" aufgehoben;

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut "die Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region" durch den Wortlaut "die Abteilung Kassenwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 12 - Die Anlage desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201180]

6 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, de artikelen 14, § 2, 2°, en 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 betreffende de toekenning van verhuis-, huur- en installatietoelagen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 juni 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juli 2013;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 20 november 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen, worden de woorden "en huurtoelagen" vervangen door de woorden ", huur- en installatietoelage".

Art. 2. In artikel 1, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° Maatschappij : de openbare huisvestingsmaatschappij; »;

2° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° Administratie : het Departement Wonen van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst; »;

3° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 7° vervangen als volgt :

« 7° kind ten laste : persoon voor wie een kinderbijslag of een wezenrente wordt toegekend aan een verzoekend gezinslid, of het kind dat, na overlegging van bewijsstukken, door de Regering geacht wordt ten laste te zijn; »;

4° in paragraaf 1, eerste lid, punt 8°, worden de woorden ", aan het begin van een onder een overeenkomst vallend verblijf in een collectieve verblijfsstructuur erkend door het Waalse Gewest, de aankoop van een gezonde woning of een verbeterbare woning" ingevoegd tussen de woorden "aan de huur" en de woorden "of aan het begin van een nieuwe periode";

5° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 9° gewijzigd als volgt :

a) in a), worden de woorden "of tijdelijk" vervangen door de woorden "en tijdelijk";

b) in c), worden de woorden "een vakantiewoonplaats gelegen in een recreatiegebied bewoonde" vervangen door de woorden "hoofdzakelijk verbleef in een toeristische uitrusting of in een woning die oorspronkelijk bestemd was voor vakantieverblijf";

6° in paragraaf 1, eerste lid, 10°, c), wordt het woord "bestaansminimum" vervangen door het woord "leefloon";

7° in paragraaf 1, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

De in het eerste lid, 10°, a), b) en c) bedoelde personen mogen op de datum van de huur geen woning in volle eigendom of in vruchtgebruik hebben, behalve een onverbeterbare of onbewoonbare woning en, in het geval van de huur of de bewoning van een woning beheerd of te huur aangeboden door een vastgoedbeheerder, een onaangepaste woning, of in specifieke gevallen.;

8° in paragraaf 1 wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In het eerste lid, 7°, wordt het gezinslid of het gehandicapte kind ten laste beschouwd als bijkomend kind ten laste. »;

9° in paragraaf 2, tweede lid :

- wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° Boek IV van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid; »;

- er wordt een punt 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« de regelgeving betreffende de onderwerpen bedoeld in de punten 1 tot 5 van toepassing in de Duitstalige Gemeenschap »;

10° in paragraaf 2, tweede lid, 2 vervallen de woorden "het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997 betreffende de voorwaarden waaronder subsidies voor integratiewoningen worden toegekend en" en wordt punt 2 aangevuld met de woorden "en duurzaam wonen";

11° in paragraaf 2, tweede lid, 4, worden de woorden "het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993" vervangen door de woorden "het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003".

Art. 3. In de artikelen 1, § 2, derde lid, en 8, § 6, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2003, worden in de Franse versie de woorden "centre public d'aide sociale" telkens vervangen door de woorden "centre public d'action sociale".

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° aan het gezin in een precaire toestand of met een bescheiden inkomen dat een woning huurt van en beheerd door een maatschappij of een woning van het "Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie" (Huisvestingsfonds voor kroostrijke gezinnen in Wallonië) dat, op verzoek van de maatschappij of van het Fonds, een onderbewoonde woning verlaat om een woning niet bedoeld in artikel 1, 7° tot 10°, van het Waalse wetboek van huisvesting en duurzaam wonen te huren; »;

2° in paragraaf 1^{er}, lid 2, worden de woorden "in hogervermeld punt 3°" vervangen door de woorden "in de punten 1° tot 3°";

3° in paragraaf 2 worden de woorden "van dezelfde maatschappij" vervangen door de woorden "van een maatschappij";

4° er wordt een paragraaf 2^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2^{bis}. Er wordt tegen de voorwaarden bepaald door dit besluit een huurtegemeetkoming toegekend aan het huurdersgezin dat een woning niet bedoeld in artikel 1, 7° tot 10°, van het Waalse wetboek van huisvesting en duurzaam wonen verlaat en waarvoor een schadevergoeding voor de beëindiging van de huurovereenkomst wordt verschuldigd, om een woning van een maatschappij te huren, waarbij het gezin voor die woning zijn aanvraag indient tot inschrijving in het bevolkingsregister. »;

5° in paragraaf 3 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Er wordt tegen de voorwaarden bepaald door dit besluit een installatietoelage toegekend aan het gezin dat een woning verlaat en dat deze woning als hoofdverblijfplaats bewoont, gelegen hetzij in een gebied bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2013 tot aanneming van de cartografie van de locaties waarop het "plan Habitat permanent" (plan permanente bewoning) betrekking heeft, hetzij in een toeristische uitrusting gelegen op het grondgebied van een gemeente waarvan de instemming met het Plan "habitat permanent" door de Regering werd gevalideerd en dat ofwel :

1° een gezonde of een verbeterbare woning huurt of koopt die gezond zal worden binnen de zes maanden na er zijn intrek in te hebben genomen waarbij het voor die woning een aanvraag indient tot inschrijving in het bevolkingsregister;

2° ofwel een onder een overeenkomst vallend verblijf aanvat in een collectieve verblijfsstructuur erkend door het Waalse Gewest krachtens het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden of erkend door de Duitstalige Gemeenschap krachtens het decreet van 9 mei 1994 betreffende de machtiging, de erkenning en de subsidiëring van onthaalstructuren voor senioren. »

Art. 5. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden "de artikelen 1, 17° en 3 van de Waalse Huisvestingscode" vervangen door de woorden "de artikelen 1, 17° en 3 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen";

2° in paragraaf 2 vervalt in de Franse versie het woord "professionnelle";

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Als onderbewoond wordt de woning beschouwd die :

1° eigendom is van een maatschappij en minstens twee overtollige kamers telt, in uitvoering van de normen die krachtens artikel 94 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen bepaald zijn;

2° eigendom is van het "Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie" en minstens één overtollige kamer telt t.o.v. het minimumaantal kamers naargelang de samenstelling van het gezin dat het bewoont en dat vereist is door het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°^{bis} van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen ».

Art. 6. In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Er kan worden afgeweken van de voorwaarde bepaald in het eerste lid, 1° voor de minderjarigen van minstens 16 jaar die begeleid worden door een dienst voor hulpverlening aan de jeugd erkend door de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap overeenkomstig de desbetreffende regelgeving. »;

2° in paragraaf 4, 2°, vervallen de woorden "Die betrekking wordt bewezen hetzij door zijn inschrijving in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister, hetzij door een attest van de gemeente of van het O.C.M.W.";

3 in paragraaf 4, 3°, vervallen de woorden "of artikel 7 van de Waalse Huisvestingscode".

4° in paragraaf 4, wordt punt 3° aangevuld als volgt "Tenzij hij de eigendom aan de gemeente of een derde afstaat, moet de aanvrager er zich bovendien toe verbinden om het vrijgekomen perceel vrij te houden van elke bewoning of om het uitsluitend te bestemmen voor toerisme.";

5° paragraaf 4, 4°, vervalt.

Art. 7. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin "Ze worden alleen maar toegekend als het verschil tussen de huurprijzen minstens 5 euro bedraagt. »;

2° in paragraaf 2 worden een vijfde en een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De huurtoelagen mogen niet worden gecumuleerd met huurtegemeetkomingen toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2013 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden van het Gewest in de huurprijs van de woningen die gehuurd of in beheer worden genomen door een sociaal vastgoedagentschap of een vereniging voor de bevordering van de huisvesting en het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2013 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verstrekt in de huurprijs van de woningen die gehuurd of in beheer worden genomen door een openbare huisvestingsmaatschappij. De gecumuleerde bedragen van de huurtoelage en de huurtegemeetkoming mogen evenwel niet hoger zijn dan 200 euro. De huurtoelage wordt desgevallend verminderd met het nodige bedrag.

De huurtoelagen zijn uitsluitend verschuldigd als het bedrag berekend krachtens het vierde lid minstens 5 euro bedraagt »;

3°. Er wordt een paragraaf *2bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *2bis*. De huurtoelagen bedoeld in artikel 2, § *2bis*, zijn gelijk aan het bedrag van de opzeggingsvergoeding die verschuldigd is krachtens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake huur van de hoofdverblijfplaats van de huurder, met een maximum van 200 euro per verschuldigde maand en zonder overschrijding van het bedrag van de maandelijke huur van de ontruimde woning. »;

4° in paragraaf 3 wordt het eerste lid aangevuld met de zin "Ze wordt met 5.000 euro verhoogd voor de woningen die gelegen zijn in andere uitrustingen dan caravans en opgenomen in Fase 1 van het "Plan Habitat Permanent, met een bewoonbare oppervlakte van meer dan 35 m², met uitzondering van de bergplaatsen, de washokken, de berghokken en de verschillende bijgebouwen. ».

Art. 8. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2" ingevoegd tussen de woorden "huurtoelagen" en "worden toegekend";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "dat overmacht de oorzaak van de verhuizing is" vervangen door de woorden "dat de verhuizing binnen drie maanden na de installatie in de nieuwe woning wordt vermeld".

Art. 9. Artikel *7bis* van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 december 2003 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor de toepassing van artikel 2, § 3, wordt de aanvraag gericht aan de administratie door bemiddeling van de gemeente of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waarin de in artikel 2, § 3, bedoelde toeristische voorziening gevestigd is, d.m.v. het door de gemeente of het centrum afgegeven formulier.

§ 2. Om als volledig te worden beschouwd, moet de aanvraag om toelage naast het ingevulde formulier de volgende elementen bevatten :

1° een uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager in de nieuwe woning;

2° de precieze identificatie van de nieuwe betrokken woning samen met het bewijs van de betrekking d.m.v. een eigendomsakte, huurovereenkomst, huurkwitanties of woonovereenkomst;

3° het bewijs dat er bij de bevoegde overheid een gezondheidsonderzoek werd aangevraagd;

4° het bewijs dat een bevestiging van de oppervlakte van de ontruimde woning werd aangevraagd bij de bevoegde overheid als de aanvraag betrekking heeft op een toelage met verhoging van 5.000 euro;

5° het bewijs van de inkomsten bedoeld in artikel 4, § 4, 5°;

6° een attest van de instelling die de kinderbijslag of een gelijkwaardige bijslag uitbetaald als het gezin van de aanvrager kinderen ten laste heeft;

7° Indien één van de leden van het gezin van de aanvrager als gehandicapt is erkend, een attest ter bevestiging van de handicap, afgegeven door de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid.

§ 3. Op straffe van niet-ontvankelijkheid, moet de aanvraag om toelage ontvangen worden door de gemeente of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uiterlijk binnen twee maanden vanaf de betrekking van de nieuwe woning of de opname in een erkende collectieve verblijfsstructuur.

Er wordt een bericht van ontvangst afgeleverd door de gemeente of door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uiterlijk vijftien dagen na het indienen van de aanvraag. In dit bericht wordt de lijst van de bijkomende documenten bepaald die verstrekt moeten worden om een volledige aanvraag te hebben. »

Art. 10. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Wat betreft de toelagen bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2, binnen drie maanden na verzending van de volledige aanvraag en onder voorbehoud van het verkrijgen van het gezondheidsverslag, geeft de administratie kennis aan de aanvrager van de ontvankelijkheid van zijn aanvraag of van de redenen waarom een besluit tot toekenning hem niet afgegeven kan worden

Wat betreft de toelage bedoeld in artikel 2, § 3, binnen drie maanden na verzending van de volledige aanvraag en onder voorbehoud van het verkrijgen van het gezondheidsverslag opgesteld door de bevoegde overheid, geeft de administratie kennis aan de gemeente of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de aanvraag of van de redenen waarom deze aanvraag niet ontvankelijk is. De gemeente of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn geeft aan de aanvrager binnen de dertig dagen kennis van de beslissing om de aanvraag toe te kennen dan wel om ze te verwerpen.

Krijgt de aanvrager geen kennisgeving toegestuurd binnen de in het eerste lid en het tweede lid bedoelde termijn, wordt dat gebrek met een toekenning gelijkgesteld. »;

2° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. De in artikel 2, § 3, bedoelde toelage wordt aan de begunstigde uitbetaald door de gemeente of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn die/dat de aanvraag bij de administratie heeft ingediend binnen acht dagen van de kennisgeving aan de aanvrager van het besluit tot toekenning. »;

3° in paragraaf 6 vervallen de woorden "Het openbaar centrum" vervangen door de woorden "De gemeente of het openbaar centrum" en worden de woorden "de in artikel *7bis*, § 2, bedoelde bewijsstukken en";

4° paragraaf 7 wordt vervangen als volgt :

« § 7. De Minister kan het bedrag en de modaliteiten vastleggen van de vergoeding van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat als bemiddelaar dient om de aanvraag om toelage bedoeld in artikel 2, § 3, in te dienen. Hij kan ook het bedrag en de modaliteiten vastleggen van de vergoeding van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat de begeleiding ten laste neemt van de herhuisvesting van een gezin dat in aanmerking komt voor deze toelage. »

Art. 11. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° vervallen de woorden "of als de gehuurde woning binnen zes maanden na deze huur niet gezond is geworden, overeenkomstig artikel 3, § 4, tweede lid";

2° in het derde lid worden de woorden "de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "het Departement Thesaurie van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 12. De bijlage bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 13. De Minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201181]

20 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 02 et 01 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, notamment l'article 26;

Vu le décret du 19 décembre 2012 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, notamment l'article 5;

Vu le décret du 10 juillet 2013 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 août 2013;

Considérant la nécessité de transférer des crédits de liquidation à l'article de base 12.02 du programme 01 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, afin de pouvoir réaliser des politiques informatiques nouvelles et notamment le développement du logiciel e-tutelle,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits de liquidation à concurrence de 50 milliers d'EUR sont transférés du programme 02 de la division organique 17 au programme 01 de la même division organique.

Art. 2. La ventilation des articles de base suivantes des programmes 01 et 02 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013 est modifiée comme suit :

(en milliers d'euros)

Allocation de base	Crédit initial après le 1 ^{er} feuillet d'ajustement C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 17 12.02.01	257	480	-	+ 50	257	530
DO 17 43.09.02	7.600	6.416	-	- 50	7.600	6.366

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des Comptes, à l'Inspection des Finances, à la Chancellerie du Service public de Wallonie et à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication.

Art. 4. Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 septembre 2013.

A. ANTOINE
P. FURLAN